

La politique culturelle belge ou l'art du grand n'importe quoi

VICTOR GINSBURGH

ECARES, Bruxelles, et CORE, Louvain-la-Neuve, économiste de l'art et de la culture

Il peut évidemment proposer comme l'a fait il y a un peu moins d'un an, Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région Bruxelles Capitale, la création d'un Museum of Modern Art (New York) doublé d'un Guggenheim (New York) pour Bruxelles, sans avoir les moyens d'acquérir des œuvres contemporaines un tant soit peu sérieuses.

Ou comme vient de le faire avec un certain culot Philippe Geluck, vouloir un musée pour son Chat de 2.000 mètres carrés près de la Grand-Place. Enfin, lui au moins, il dit qu'il est prêt à payer tout, si on lui donne les mètres carrés. Qui verra.

Ou « investir » 70 millions dans Mons capitale européenne, en faisant semblant d'espérer en retirer six fois le montant « investi ».

Dujardin et de Caluwe n'ont pas raison

Ou couper dans le budget de la Monnaie. J'étais évidemment contre. Mais je regrette que MM. Dujardin et de Caluwe ont maltraité le professeur De Grauwe dans leur carte blanche parue dans «Le Soir» (1), sous prétexte qu'il a osé poser la question rhétorique de savoir si l'opéra devait encore être subsidié et a suggéré que le public pourrait et donc devrait payer davantage ».

Et Paul Dujardin et Peter de Caluwe d'ajouter: « Une telle suggestion ne peut que provenir d'un manque de connaissance. Après des années de participation financière publique, il est impossible de faire marche arrière en avantageant les classes aisées. Les acteurs politiques, économiques et culturels doivent se ménager un temps suffisant pour parvenir à une meilleure compréhension réciproque ».

Parce que Paul De Grauwe a raison et Paul Dujardin et Peter de Caluwe n'ont pas raison... Ce n'est certes pas parce que des années de politique pas très intelligente ont passé, qu'il faut continuer. « *When the rule is bad, change the rule* »...

Et les années se sont écoulées, alors que MM. Dujardin et de Caluwe auraient pu prendre eux-mêmes les devants « pour parvenir à une meilleure compréhension réciproque », ils se retranchent derrière trente années de plus à discuter pour y arriver. Et de reporter au calendes grecques le commencement de la réflexion et des changements.

Propositions

Voici trois propositions simples. La première, c'est qu'il faut augmenter les audiences en remplaçant peu à peu les subventions à la culture par des subventions à l'enseignement de la culture, qui a largement disparu (tout en n'ayant jamais été très présent) des programmes de l'enseignement secondaire.

Toutes les enquêtes montrent que parents et école sont indispensables, et mieux, renforcent les ef-

fets qui peuvent amener un jeune à participer à des activités culturelles.

Mais que peuvent faire les parents s'ils n'ont eux-mêmes pas reçu l'éducation qu'il fallait transmettre? Et il est facile de percevoir que la situation ne peut que se détériorer au fil des générations que l'enseignement lui-même a rendues « incultes ».

Finance et culture ne devraient pas être mélangés.

Le bourrage de crâne mené actuellement par les organisateurs de Mons, ville européenne de la culture, à prétendre que les 70 millions investis deviendront 420 millions est du plus haut ridicule.

La deuxième proposition, c'est que finance et culture ne devraient pas être mélangés. Le bourrage de crâne mené actuellement par les organisateurs de Mons, ville européenne de la culture, à prétendre que les 70 millions investis deviendront 420 millions est du plus haut ridicule, et met dans la tête de ceux qui écoutent ce genre de verbiage, que l'art et la culture doivent rapporter de l'argent et beaucoup (6 fois sa mise, en disons deux ans,

c'est pas mal).

Non, l'art et la culture ne sont pas là pour cela, malgré le vocabulaire « fric, industries créatives, industries culturelles, commercialisation, efficacité, entrepreneuriat » de la Commission européenne (2). Et là je rejoins entièrement MM. Paul Dujardin et Peter de Caluwe qui écrivent que la « *culture est une priorité dans une démocratie saine* » ainsi que Didier Viviers, recteur de l'ULB, qui, lors de la séance d'attribution de doctorats honoris causa à MM. Dujardin et de Caluwe, a souligné la « *contradiction entre la richesse culturelle de l'histoire en Europe [qui n'est plus enseignée, comme je l'ai écrit plus haut] et la construction européenne basée sur l'économie* ».

Le bon exemple de la Chapelle

Et voici la **troisième proposition**. Un étudiant que j'ai eu il y a trop longtemps, et qui est devenu un bon ami que je n'ai plus vu depuis trop longtemps, Bernard de Lau-noit, président exécutif de la Chapelle Musicale Reine Elisabeth, lui, a compris.

Pour financer la construction de la nouvelle aile de la Chapelle, il a fait appel à des mécènes privés et un peu au public (SFPI et Province de Brabant wallon).

Et voici ce qu'il en dit : « *C'est un modèle de financement qui a réussi et qui pourrait devenir un cas d'école pour d'autres projets similaires en matière de culture et d'éducation* ». Lorsque le journaliste lui demande « *quel est l'intérêt de devenir actionnaire d'une structure qui ne peut légalement pas distribuer d'éventuels bénéfices* », il répond : « *Participer. Les décideurs, les leaders d'opinions ont une responsabilité sociétale de s'investir dans des projets qui ont un retour sur la société, notamment en matière de transmission de savoir* » (3).

Je comprends qu'il n'ait pas eu un peu de temps à me consacrer. Il en aurait eu plus s'il avait décidé de courir derrière des subventions publiques il y a quelques années!

(1) «La culture n'est pas un luxe, mais le pilier d'une société», par Paul Dujardin et Peter de Caluwe, «Le Soir», 30 septembre 2014.

(2) Si bien expliqué en long et en large par la Commission dans http://ec.europa.eu/culture/documents/greenpaper_creative_industries_fr.pdf qui a disparu du site et qui est remplacé par http://ec.europa.eu/culture/policy/index_en.htm qui n'est guère plus malin.

(3) «Des actionnaires un peu mécènes», Didier Béclard, «L'Echo», 28 janvier 2015.